

# JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

MAURICE BELLOM

## **Chronique des questions ouvrières et des assurances sur la vie**

*Journal de la société statistique de Paris*, tome 54 (1913), p. 464-467

[http://www.numdam.org/item?id=JSFS\\_1913\\_\\_54\\_\\_464\\_0](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1913__54__464_0)

© Société de statistique de Paris, 1913, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme  
Numérisation de documents anciens mathématiques  
<http://www.numdam.org/>

## CHRONIQUE DES QUESTIONS OUVRIÈRES ET DES ASSURANCES SUR LA VIE

**Les retraites ouvrières en Angleterre.** — Le Gouvernement anglais vient de publier le premier rapport sur le fonctionnement de la loi d'assurance sociale, *National insurance Act*. Ce volumineux document, *Report for 1912-1913 on the Administration of the National Insurance Act, Part I (Health)*, élaboré tant par le Comité général (*Joint Committee*) que par les Commissions spéciales à chacune des parties du Royaume-Uni, résume, non seulement les mesures qui ont dû être prises et les opérations qui ont dû être accomplies par les organismes officiels pour la mise en vigueur de ce vaste système d'assurance contre la maladie et l'invalidité, mais encore les travaux actuariels effectués notamment par l'établissement de tables de survie et les résultats financiers de l'organisation. Les limites de cette chronique ne nous permettent pas, à notre vif regret, de donner à l'analyse de ce remarquable rapport toute la place qu'il mérite (1). Réduits à

---

(1) J'ai donné une analyse détaillée d'une partie de ce rapport dans le *Journal des Économistes*, (août, 1913).

citer des exemples, je signalerai le bilan financier du fonds d'assurance nationale au 31 mai 1913 pour l'Angleterre :

### Recettes

#### *Vente de timbres d'assurance maladie et invalidité*

	£	s	d
Dans les bureaux de poste. . . . .	11.689.000	0	0
Dans les bourses du travail . . . . .	75.144	19	5
Au Conseil de l'armée. . . . .	40.306	17	6
A l'armée de l'Inde. . . . .	37.002	0	0
Aux autres départements officiels . . . . .	65.376	16	8
Aux patrons en cas de dépôt :			
Timbrage trimestriel et hebdomadaire . . . . .	1.098.840	4	11
Aux patrons par vente en gros . . . . .	2.371	17	11
A divers . . . . .	568	13	0
Versements de l'amirauté pour les matelots et les troupes de l'armée de mer. . . . .	70.000	0	0
Personnel dispensé de la marine marchande . . . . .	5.186	6	7
Subvention du Trésor public . . . . .	2.687.777	4	0
Recettes diverses (compte en suspens) . . . . .	53	3	0
<b>Total. . . . .</b>	<b>15.771.628</b>	<b>3</b>	<b>0</b>

### Dépenses

#### *Versements aux :*

a) Sociétés approuvées pour frais d'administration et allocations de maladie et de maternité. . . . .	3.934.171	19	8
Moins chèques retournés . . . . .	129	19	5
	<hr/>		
	3.934.042	0	3
b) Comités d'assurance pour frais d'administration et allocations de sanatoriums et de médecines. . . . .	1.371.175	12	8
c) Déposants postaux pour allocations de maladie et de maternité . . . . .	4.128	3	6
d) Fonds d'assurance de la marine et de l'armée pour allocations de maladie et de maternité. . . . .	337	17	3
Ministère du Commerce : Timbres d'assurance maladie et invalidité apposés sur les livrets d'assurance-chômage . . . . .	900	0	0
Patrons en cas de dépôts : timbrage trimestriel et hebdomadaire, restitution de dépôts . . . . .	14.159	14	1
Trésor public : restitution de subventions en excédent. . . . .	3.687	9	2
Transferts à d'autres commissions. . . . .	4.192	10	0
Restitution à titre de timbres d'assurance maladie et invalidité retournés aux commissaires. . . . .	6.890	6	8
Pour envois postaux. . . . .	5.391	10	0
Moins les sommes payées aux déposants postaux (voir ci-dessus). . . . .	4.128	3	6
	<hr/>		
	1.463	7	1
Paiements divers (comptes en suspens). . . . .	44	7	1
Solde créditeur :			
a) Entre les mains des commissaires de la Dette nationale pour placement temporaire . . . . .	9.900.000	0	0
b) A la Banque d'Angleterre . . . . .	529.888	15	10
	<hr/>		
	10.429.888	15	10
<b>Total. . . . .</b>	<b>15.771.628</b>	<b>3</b>	<b>0</b>

Toutefois la brièveté de cette mention d'un aussi important travail ne m'empêchera pas de rendre l'hommage qui leur est dû à ses éminents auteurs, MM. Masterman, président du Comité général, Morant et Anderson, Leishan et Jeffrey, Glynn et Houlihan, Hughes et Jones, présidents et secrétaires respectifs des commissions d'Angleterre, d'Écosse, d'Irlande et du pays de Galles.

**Les retraites ouvrières en France.** — Avant de se séparer, la Chambre des Députés, sans aborder l'étude complète du projet de modification de la loi sur les retraites ouvrières et paysannes du 5 avril 1910, a adopté, le 29 juillet 1913, une série d'articles sur lesquels l'accord était général. Deux observations méritent une mention spéciale.

a) Sur l'article 2 (§ 5) ainsi conçu : « Le travailleur à domicile, rémunéré à façon, aux pièces ou à la tâche, si lui-même est assuré obligatoire vis-à-vis du fabricant pour le compte duquel il travaille, ne sera point tenu des versements patronaux afférents à la retraite des ouvriers de tout âge et de tout sexe qui pourront travailler avec lui pour ledit fabricant. Ces versements seront à la charge de ce même fabricant » ; il a été entendu que l'on ne doit pas considérer comme travailleur à domicile le façonnier travaillant avec des ouvriers à lui pour un autre patron, de quelque nom qu'on désigne ce façonnier ; en d'autres termes, l'article ne s'applique pas aux fabricants patentés, mais aux salariés dont la qualité est accusée par le carnet de paie ou des preuves équivalentes.

b) Sur l'article 3 (§§ 2 et 5) qui permet le versement trimestriel des cotisations contre l'apposition trimestrielle des timbres et qui prévoit l'apposition d'un timbre comprenant la contribution patronale et le prélèvement, il a été entendu que les dispositions nouvelles ne portaient aucune atteinte au principe de la triple contribution de l'ouvrier, du patron et de l'État.

Enfin la question de l'article 23 (cas où le patron ou l'assuré n'effectuent pas les versements légaux et sanctions applicables) a été réservée, de telle sorte que, jusqu'à l'adoption éventuelle du projet de loi soumis au Parlement par le Gouvernement et destiné à un rapport distinct de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales, la situation des intéressés au regard de la loi des retraites est uniquement régie par la jurisprudence de la Cour de cassation.

**Le chômage des ouvriers et le rôle des capitalistes.** — La question de la lutte contre le chômage est mise trop directement à l'ordre du jour pour la prochaine réunion à Gand (4 septembre) de l'assemblée générale de l'association internationale que préside M. Léon Bourgeois, pour qu'il ne soit pas opportun de signaler les préoccupations générales que soulève, en France, la création de nouvelles entreprises ou le développement des assurances.

D'une part, la revue *Finance-Univers* a ouvert une vaste enquête sur la question de savoir si les placements de la France à l'étranger privent notre industrie des capitaux qui lui sont nécessaires.

D'autre part, dans une thèse très remarquable que le jury a honoré de ses éloges les plus chaleureux, et qui est un volume considérable (1), M. Michel Arboux, licencié ès lettres, avocat à la cour d'appel, docteur en droit, a traité la question dans un chapitre très étendu et très documenté, intitulé : « Attaques dirigées contre les placements à l'étranger : portent-ils préjudice à la production nationale ? » Au point de vue statistique, qui intéresse spécialement les lecteurs de ce journal, je signalerai le tableau où il donne, d'une part, pour les valeurs fondamentales tant françaises qu'étrangères, et, d'autre part, pour les valeurs d'apport étrangères, les cours de janvier à juin 1912 (p. 117), puis le tableau, qui présente pour les obligations de chemins de fer français, les cours à la fin de chacune des années 1907 à 1911 (p. 124), le tableau (p. 122) qui indique le cours moyen des actions de chemins de fer français durant les mêmes années, les tableaux (p. 126, 127, 132) qui présentent la comparaison entre la valeur nominale et les cours au 31 décembre 1911 et au 31 décembre 1912 d'autres valeurs françaises, puis les taux de capitalisation moyens d'une autre série de valeurs industrielles de tout repos, enfin l'importance du portefeuille commercial des principaux établissements de crédit français ; cette énumération n'est d'ailleurs que l'illustration numérique des développements que l'auteur consacre, avec autant de sagacité que de mesure, à « faire parler » les chiffres. « Qu'est-ce donc, écrit-il notamment (p. 132) après avoir indiqué la valeur portefeuille des grandes institutions de crédit, que ces sommes sinon l'épargne mise à la disposition du commerce et de l'industrie, et que représente la progression de ces divers comptes, si l'on n'y voit pas la part croissante prise par le capital dans le mouvement général des affaires ? » Quant à la question principale posée par le titre de son chapitre, M. Michel Arboux y répond en ces termes (p. 138) : « Nul doute que, si l'argent venait à manquer sur le territoire, les

---

(1) *Les Valeurs mobilières étrangères sur le marché français*. 1 vol. grand in-8, 214 pages, Paris, Librairie du Sirey, 1913.

fonds exportés ne revinssent équilibrer la situation... Le capital semble avoir pris conscience de son rôle stabilisateur et, loin d'avoir abusé des placements à l'étranger, il semble s'être réservé une marge sensible jusqu'à l'état d'équilibre et d'indifférence absolue où le revenu du portefeuille étranger se replacerait intégralement hors de France et où le taux de l'argent français serait mis au niveau de ceux des autres pays. »

Ces conclusions optimistes font doublement honneur à la justesse de diagnostic économique et social de M. Michel Arboux tant à cause de la solidité toute scientifique des bases statistiques sur lesquelles elles reposent qu'en raison de leur concordance avec l'enquête de la revue *Finance-Univers* et avec la constatation récente de l'une de nos compatriotes à l'étranger. En effet, le président de l'organisation charitable qui assiste les Français émigrés en Belgique déconseillait aux ouvriers de passer du sol national sur le sol belge, où ils ne trouvaient qu'un excédent de main-d'œuvre, tandis que des racleurs cherchaient à recruter, en Belgique, des ouvriers pour les travaux à exécuter en France.

**Le Crédit agricole mutuel.** — Le *Journal officiel* du 8 août 1913 a publié (p. 7146, col. 3, et p. 1750) le rapport adressé au Président de la République par le sous-secrétaire d'État du ministère de l'Intérieur, sur le fonctionnement des institutions de crédit agricole mutuel en Algérie. Ce rapport, daté du 4 août 1913, est caractérisé par les conseils pratiques dont il abonde et qui en rendent la lecture fort instructive pour quiconque s'occupe de crédit agricole mutuel en particulier et de coopération en général, non seulement aux colonies, mais encore dans la métropole.

**Caisse nationale d'assurances en cas de décès.** — Un décret du 31 juillet 1913 apporté de 3,25 à 3,50 le taux d'intérêt composé du capital dont il est tenu compte dans les tarifs d'après lesquels est calculé le montant des primes à payer à la Caisse nationale d'assurances en cas de décès pour les contrats souscrits à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1914 (*Journal officiel* du 3 août 1913, p. 7016, col. 3).

**L'assurance sur la vie aux États-Unis.** — La surveillance officielle de l'assurance privée aux États-Unis est organisée non par le pouvoir fédéral, mais par le gouvernement de chaque État. C'est ainsi que le rapport du Connecticut, relatif à l'exercice 1912 pour l'assurance-vie et accidents, que vient de faire paraître l'éminent commissaire des assurances de cet État, M. Burton, présente non seulement les résultats financiers de chacune des institutions surveillées et les totaux qui les conduisent, mais encore un exposé du mouvement législatif qui concerne l'assurance durant l'exercice écoulé. Il signale notamment l'organisation de la surveillance et du contrôle des sociétés dites paternelles. C'est en 1895 qu'une loi du Connecticut attribua au commissaire des assurances la surveillance de ces sociétés : la proposition d'une telle mesure rencontra à cette époque une sérieuse opposition ; depuis lors, les relations entre le commissaire et les sociétés se sont améliorées, parce qu'elles ont été mieux comprises. En 1911, une proposition dite « *Mobile bill* » fut présentée au Parlement, mais elle ne reçut aucune suite, bien qu'elle fût le résultat de l'action commune des commissaires et des délégués d'un grand nombre de sociétés paternelles qui opèrent aux États-Unis. En décembre 1912, cette proposition fut amendée à la suite d'une entente analogue et une nouvelle proposition dite « *New-York Conference Bill* », qui tenait compte de ces changements, fut présentée au Parlement. Cette proposition, déjà appliquée dans vingt États de l'Union, est devenue également une loi du Connecticut ; elle n'a rencontré aucune opposition et les sociétés paternelles semblent en reconnaître l'utilité. Elle diffère de la loi de 1895 par quelques détails ; c'est ainsi qu'elle exige certaines évaluations et la constitution de fonds de réserve. Il n'est pas douteux que la fermeté, jointe au tact dont M. le commissaire du Connecticut ne cesse de faire preuve dans l'exercice de ses fonctions, ne réalise, à l'aide de cette législation tutélaire et libérale, la sauvegarde de l'épargne populaire sans compromettre l'autonomie des sociétés paternelles. ]